



Conseil économique et social

Distr. générale
14 novembre 2006
Français
Original: anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2007

22 janvier-2 février 2007

Rapports quadriennaux pour 2002-2005 présentés par le Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Development Alternatives with Women for a New Era	2
2. Fédération internationale des organisations de formation et de développement	7
3. Korea Freedom League	10
4. Parlementaires pour une action mondiale	12
5. Organisation mondiale du mouvement scout	15



1. Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN)

Statut consultatif spécial accordé en 1995 (catégorie II)

Conformément aux instructions pour l'établissement des rapports quadriennaux, DAWN a présenté un bref rapport de cinq pages en double interligne, portant en particulier sur celles de ses activités qui contribuent aux travaux de l'Organisation des Nations Unies.

1. DAWN et ses buts et objectifs

DAWN est un réseau international de femmes universitaires et de militantes féministes du Sud économique, réalisant des recherches et des analyses dans l'optique des femmes sur la situation dans le monde et œuvrant en faveur d'un développement équitable, également réparti entre les sexes et durable. Le réseau couvre l'Afrique anglophone, l'Afrique francophone, l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est, l'Amérique latine, les Caraïbes et le Pacifique. Les buts et objectifs de DAWN sont de passer en revue les processus économiques, sociaux, culturels et politiques qui causent et perpétuent les inégalités entre les sexes, les classes et les races; d'analyser les stratégies de développement et leur incidence sur les femmes et les pauvres dans une perspective féministe; et de mettre en évidence les autres options offertes pour assurer un développement durable et également réparti entre les sexes, grâce à des recherches, des analyses et des activités de formation, de sensibilisation et de communication. DAWN influe sur les débats consacrés aux problèmes mondiaux de développement en présentant des analyses holistiques s'inscrivant dans la perspective des femmes du Sud et inspirées à la fois de l'expérience des femmes sur le terrain et des stratégies et visions collectives des femmes. Il s'agit d'une organisation autonome qui travaille cependant en partenariat à divers égards avec d'autres organisations de la société civile. Nombre des activités de DAWN sont étroitement liées aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et DAWN et/ou les membres de son comité de direction ont été invités à conseiller, coparrainer ou soutenir de toute autre manière les travaux menés par les Nations Unies, notamment par la voie du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social.

2. Participation aux sessions des comités préparatoires des conférences des Nations Unies et aux réunions régionales et des ONG tenues en parallèle

- Conférence internationale sur la population et le développement/session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants, New York, mai 2002;
- Sommet mondial pour le développement durable, Barcelone (Espagne), 28-30 avril 2002;

- Quatrième session du comité préparatoire du Sommet mondial des Nations Unies pour le développement durable, Bali, 27 mai-7 juin 2002;
- Société pour le développement international – bureaux du Fonds des Nations Unies pour la population en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique « Droits en matière de reproduction : mobilisation politique et législation », Melbourne (Australie), 16-18 juillet 2002;
- Forum de l'Association des femmes pour le développement dans le cadre du Forum sur la parité homme-femme du Sommet mondial sur la société de l'information, Guadalajara, octobre 2002; parmi les réunions parallèles on citera notamment les suivantes : participation des femmes au processus du SMSI, Bamako (Mali), mai 2002; deuxième session du comité préparatoire, Genève, 17-28 février 2003; Conférence préparatoire ministérielle régionale, Bavaro (République dominicaine), 29-31 janvier 2003;
- Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 2-11 septembre 2002;
- Neuvième Forum international de l'Association pour les droits des femmes dans le développement : Faire entendre nos voix : à propos de l'Organisation mondiale du commerce, tenu à Guadalajara (Mexique), du 3 au 6 octobre 2002; parmi les réunions parallèles, citera notamment les suivantes : La question de l'investissement à l'Organisation mondiale du commerce, tenue à Genève du 18 au 21 mars 2003;
- Conférence régionale pour les Caraïbes sur les objectifs du Millénaire pour le développement, du Programme des Nations Unies pour le développement, La Barbade, 7-9 juillet 2003;
- Conférence préparatoire ministérielle pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes du Sommet mondial sur la société d'information, 29-31 janvier 2003;
- Colloque sur la politique démographique, le développement et les droits de l'homme, Commission des droits de l'homme/Ministère de la santé et de la protection de la famille/Fonds des Nations Unies pour la population, New Delhi, janvier 2003;
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture-UISER-IFICH, Formation des jeunes aux politiques publiques, septembre 2003; parmi les réunions parallèles, on citera notamment la Consultation de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, janvier 2003;
- Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le financement du développement, New York, 27-29 octobre 2003; parmi les réunions parallèles, on citera notamment celle consacrée aux « objectifs du Millénaire pour le développement », Uruguay, novembre 2003;
- Cinquième réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, Mexico, 10-14 septembre 2003;
- Session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le VIH/sida et Programme des Nations Unies pour le développement, rapport sur le développement humain, Indicateurs de développement humain, 2003;

- Commission des Nations Unies sur la sécurité humaine, à la Conférence de Berlin sur la sécurité : Faire de la sécurité humaine la priorité, Berlin (Allemagne), 2003; parmi les réunions parallèles, on citera notamment les suivantes : session de la Commission de la condition de la femme, New York, 3-24 mars 2003; Commission des droits de l'homme de l'ONU, Genève, mars 2004; quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, 28 février-11 mars 2005;
- Trente-sixième session de la Commission sur la population et le développement consacrée à l'éducation, à la population et au développement, New York, 31 mars-4 avril 2003; parmi les réunions parallèles, on citera notamment la reprise de la trente-huitième session de la Commission de la population et du développement, New York, mai 2003;
- Table ronde à haut niveau de la Commission de la condition de la femme sur les lacunes et les enjeux auxquels se heurte la mesure des progrès dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing ainsi que du texte issu de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, mars 2004; parmi les réunions parallèles figuraient notamment la réunion du groupe de haut niveau de la Commission de la condition de la femme sur l'utilisation des statistiques, New York, mars 2004;
- Réunion préparatoire pour la région Asie-Pacifique du Forum des organisations non gouvernementales à Beijing +10, Bangkok, 13 et 14 février 2004; parmi les réunions parallèles figuraient notamment les suivantes : Examen régional pour l'Afrique à l'heure de Beijing +10, Addis-Abeba, 6-14 octobre 2004; Examen régional pour l'Asie et le Pacifique à l'heure de Beijing +10, Bangkok;
- Amérique latine et Caraïbes/Conférence internationale sur la population et le développement, Examen décennal, deuxième phase, Santiago (Chili), 10-13 mars 2004; parmi les réunions parallèles figuraient notamment la troisième phase de l'Examen décennal de la Conférence internationale sur la population et le développement dans la perspective de Beijing +10 pour l'Amérique latine et les Caraïbes, San Juan, juin 2004;
- Conférence internationale sur la population et le développement/Afrique, réunion décennale, Dakar (Sénégal), 10-12 juin 2004;
- ONUSIDA et Organisation mondiale de la santé : le point sur l'épidémie de sida, réunion tenue en décembre 2002; parmi les réunions parallèles figuraient notamment la réunion tenue en décembre 2003 par l'ONUSIDA et l'Organisation mondiale de la santé pour faire le point sur l'épidémie de sida;
- Lien entre Beijing +10 et le Sommet du Millénaire +5, décembre 2004; parmi les réunions parallèles, on citera notamment celle de la Global Feminist Strategy pour Beijing +10, tenue à l'Université Rutgers dans le New Jersey, du 4 au 8 décembre 2004;
- Conférence de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social « Gender Equality Striving For Justice in an Unequal World », New York, 7 mars 2005;

- DAWN a participé aux événements organisés à l'Organisation des Nations Unies pour célébrer les efforts faits depuis 30 ans par l'Organisation pour encourager l'égalité entre les sexes, New York, 4 mars 2005;
- Réunion internationale d'action des Nations Unies pour le développement durable des petits États insulaires en développement, Maurice, 6-14 janvier 2005;
- Réunion en panel sur Beijing +10 et les OMD tenue par Development Alternatives with Women for a New Era, l'Association pour les droits des femmes dans le développement, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement, la Coalition internationale des femmes pour la justice économique, Secrétariat de l'ONU, New York, 10 mars 2005;
- Célébration du vingtième anniversaire de DAWN, Cape Town (Afrique du Sud), 18-20 octobre 2004;
- Réunion de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique sur Beijing +10, septembre 2004; parmi les réunions parallèles, on peut citer la session extraordinaire de la Commission de la condition de la femme consacrée à Beijing +10, mars-avril 2005.

3. Coopération avec les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies

- DAWN a été invité par le Programme des Nations Unies pour le développement à présenter un document pour la Conférence régionale des Caraïbes sur les objectifs du Millénaire pour le développement, la Barbade, 7-9 juillet 2003;
- Contribution à la réunion du Groupe d'experts des Nations Unies sur « l'amélioration de l'efficacité du service public », Commission pour le développement social de l'ONU, Irlande, juin 2003;
- DAWN – Asie du Sud-Est, Réseau international pour l'égalité entre les sexes et le commerce, établissement de liens satisfaisants au niveau régional entre le programme sur l'égalité entre les sexes et la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, les programmes sur l'égalité entre les sexes du Programme des Nations Unies pour le développement au niveau régional et aux Philippines et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, 2003;
- DAWN est membre du Comité de la société civile du Programme des Nations Unies pour le développement, qui a continué de réaliser des travaux intéressants et soutient une « restructuration positive du PNUD »;
- En collaboration avec le Forum de la société civile, DAWN s'emploie à obtenir une recommandation pour l'étude de l'incidence sur l'égalité entre les sexes du Programme d'action de Beijing, introduite à la session préparatoire interrégionale en janvier 2002;
- Invitation adressée par la Campagne du Millénaire et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme à un délégué d'une

organisation non gouvernementale pour qu'il participe à la Réunion de stratégie consultative, tenue à New York, du 1^{er} au 4 décembre 2004 et organisée par la Campagne du Millénaire (pour les objectifs du Millénaire pour le développement) et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme aux fins de consultations avec des groupes de femmes sur les stratégies de Beijing +10 et du Sommet du Millénaire;

- DAWN est intervenue comme on l'y avait invité à la table ronde du Conseil économique et social sur l'intégration des perspectives sexospécifiques dans les politiques et études sectorielles, New York, 6 et 7 juillet 2004;
- L'Organisation des Nations Unies a accordé son plein appui au Forum de la société civile, Maurice, 6-14 janvier 2005.

4. Autres activités pertinentes

Consultation et coopération avec des responsables du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies :

- En avril/mai 2002, DAWN a envoyé des lettres au Secrétaire général des Nations Unies, M. Kofi Annan et au Président des États-Unis, M. George Bush, entre autres personnalités, pour demander un arrêt de la violence, la mise en place d'une force multinationale de maintien de la paix et une reprise des négociations entre Israël et la Palestine, dans l'intérêt de l'humanité et de la paix;
- Le 4 mai 2002, DAWN a invité le Saint-Siège à tirer parti de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants pour faire part de sa profonde préoccupation face aux abus sexuels et aux pratiques d'exploitation dont s'étaient rendus coupables à l'encontre d'enfants des membres du clergé;
- Le 22 mars 2002, DAWN a envoyé une lettre d'appréciation et de soutien à Mary Robinson, Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme;
- DAWN a apporté son soutien à la Journée mondiale de protestation contre l'Organisation mondiale du commerce, le 13 septembre 2003;
- En mars 2004, DAWN a envoyé un message de soutien à la résolution sur les orientations sexuelles présentée par le Gouvernement du Brésil à la Commission des droits de l'homme de l'ONU;
- DAWN a soutenu l'Organisation des Nations Unies qui souhaitait une extension des prestations aux partenaires du même sexe.

Présentation de documents

- Gita Sen a présenté un document intitulé : *A Critical look at the Millennium Development Goals*, lors du Panel du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme consacré au « Progrès des femmes dans le monde 2003 », Objectifs et indicateurs à l'Organisation des Nations Unies, New York, 30 mars-4 avril 2003;

- « Putting Human Security at the top of the agenda » par Vivienne Taylor pour la Commission des Nations Unies sur la sécurité humaine, Conférence de Berlin (Allemagne), octobre 2003;
- Note de Bene Madunagu intitulée : « Droits en matière de reproduction et déféminisation de la pauvreté », présentée lors d'une Conférence sur la santé en matière de reproduction, Amsterdam, 21 novembre 2003;
- Présentation par Gita Sen du document intitulé « ICPD +10 years and Counting » lors de la réunion du Fonds des Nations Unies pour la population, New York, mai 2003;
- Bene Madunagu a présenté le document intitulé : « Women's Agency for Gender Justice : Experiences of African Women », Genève, 25 et 26 janvier 2002.

2. Fédération internationale des organisations de formation et de développement

Statut consultatif spécial accordé en 2002

Partie I Introduction

La Fédération internationale des organisations de formation et de développement a été fondée à Genève (Suisse) en 1972 pour développer et maintenir un réseau mondial voué à l'identification, au développement et au transfert de connaissances, de compétences et de technologie pour améliorer l'épanouissement personnel, la performance humaine, la productivité et le développement durable.

La Fédération internationale est un réseau diversifié d'organisations s'occupant de la gestion et du développement des ressources humaines et reliant les responsables des ressources humaines (RH) dans les entreprises, sociétés, universités, bureaux de consultants, organisations gouvernementales, etc. Par l'intermédiaire de ses organisations membres, elle représente plus de 500 000 spécialistes du développement des ressources humaines dans 50 pays.

L'organisation est enregistrée comme société au Royaume-Uni sous le numéro 1829725 et, auprès de la Charity Commission du Royaume-Uni sous le numéro 326633. Aux États-Unis d'Amérique, elle est enregistrée en tant qu'organisation bénévole sous le numéro 501 (30).

Valeurs, mission et objectifs de la Fédération internationale

Les valeurs de la Fédération sont les suivantes :

- Qualité :
 - Des politiques de la Fédération;
 - Des produits de la Fédération;
 - Des conférences de la Fédération.

- Excellence :
 - Des services rendus aux organisations membres.
- Soutien :
 - Apporté par la biais de réseaux efficaces.
- Professionnalisme :
 - De toutes les activités de la Fédération.
- Éthique :
 - Dans toutes les politiques de la Fédération.

La Fédération a pour vision d'être un instrument unique et efficace au service des spécialistes du développement des ressources humaines, œuvrant au niveau mondial pour l'amélioration des conditions de vie.

Objectifs de la Fédération :

La Fédération a trois objectifs essentiels :

- Implication de ses membres;
- Augmentation de sa visibilité mondiale;
- Réalisation et maintien de la stabilité financière.

Mission de la Fédération : « Faire du concept de développement des ressources humaines un instrument d'organisation efficace dans l'ensemble des secteurs de la société, afin d'accroître l'efficacité personnelle et organisationnelle. »

La Fédération vise à mener à bien cette mission en s'acquittant des objectifs suivants :

- Développer une instance représentative à même d'encourager au niveau international la profession de développeur des ressources humaines;
- Établir un réseau international pour le développement des ressources humaines;
- Servir de cadre aux organisations nationales de développement des ressources humaines pour encourager et échanger les meilleures pratiques;
- Influencer sur les dossiers et les institutions au niveau international lorsque des questions de développement personnel et organisationnel sont en jeu;
- Aider les organisations membres à développer leurs capacités selon que de besoin;
- Développer la profession de développeur des ressources humaines pour assurer sa reconnaissance internationale;
- Encourager le concept d'apprentissage sur la vie entière.

Partie II

Contribution de la Fédération internationale aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social

Le représentant de la Fédération internationale, Richard A. Zeif, est le Conseiller du Bureau du Haute Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. La Fédération est donc représentée à toutes les réunions d'information et à toutes les réunions importantes se tenant à New York et ailleurs. M. Zeif a participé et continuera de participer à plusieurs programmes de la société civile, où il intervient en particulier sur les objectifs du Millénaire pour le développement.

M. Zeif fait aussi des exposés sur des questions traitées à l'ONU et des questions intéressant l'ONU lors des conférences annuelles de la Fédération. Les organisations membres de la Fédération internationale sont donc tenues au courant de l'évolution des dossiers à l'ONU et des questions en cours d'examen.

La Fédération internationale est membre de la Conférence des ONG (CONGO) et participe activement aux réunions de CONGO dans la région de Genève. Elle est aussi un membre actif de l'Association mondiale des organisations non gouvernementales (WANGO).

ii) Coopération avec les institutions spécialisées des Nations Unies

L'institution spécialisée la plus étroitement liée aux travaux de la Fédération est l'Organisation internationale du Travail (OIT), basée à Genève (Suisse). Trois représentants de la Fédération participent à la Conférence annuelle de l'OIT ainsi qu'aux discussions sur les questions d'intérêt mutuel (par exemple apprentissage sur la vie entière, emploi, développement des ressources humaines et formation). Un dialogue est maintenu en permanence entre l'OIT et les représentants de la Fédération et les domaines où des activités conjointes ont été réalisées au cours des quatre années passées sont notamment les suivants :

- Réalisation de recherches sur les meilleures pratiques nationales actuelles en matière de développement de ressources humaines et établissement d'études de cas sur le développement des ressources humaines. Ces travaux ont servi de base au processus tripartite qui a culminé dans la publication de la nouvelle recommandation 192 de l'OIT (2005);
- Élaboration en 2006 d'une proposition en vue d'un grand projet (20 millions de dollars) financé par l'Union européenne pour la mise en œuvre par l'OIT de la réforme des systèmes de formation et d'enseignement professionnel au Bangladesh;
- Examen de l'impact et de l'efficacité du Programme de développement des compétences dans la région de l'Asie et du Pacifique en 2004 et recommandation pour une stratégie future;
- Préparation d'une proposition de projet de 3 millions de dollars en 2003 pour la formation professionnelle et la création d'emplois aux Philippines et au Pakistan – l'OIT a depuis mis en œuvre le projet qui a été financé par le Ministère du travail des États-Unis;

- Mise au point – et aide à la mise en point – d’une stratégie nationale en matière de développement des ressources humaines pour la République de Maurice (2002) – les travaux ont été financés par le PNUD et la Fédération les a réalisés au nom de l’OIT;
- Élaboration d’études de cas en 2002 sur les pratiques de travail très performantes dans les organisations obtenant de bons résultats en Afrique du Sud, à Bahreïn, à Chypre, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Suisse.

iii) Initiatives engagées pour soutenir les objectifs du Millénaire pour le développement

La plupart des activités de la Fédération au niveau visent l’OMD 1 – Réduire l’extrême pauvreté et la faim – grâce à l’établissement de systèmes de développement des compétences destinés à aider tous les citoyens à se doter des compétences voulues pour pouvoir exercer un emploi et obtenir ainsi un revenu. La majeure partie des thèmes énumérés dans la section précédente entrent dans cette catégorie.

En outre, en 2006, la Fédération a lancé un projet visant à contribuer aux activités de développement durable. Ce projet, qui est mis en œuvre conjointement avec un réseau mondial d’universités, permettra de doter les agents chargés du développement des compétences nécessaires pour assurer la durabilité des activités qu’ils entreprennent. Le projet contribuera essentiellement à l’OMD 1, mais pourrait aussi présenter des avantages supplémentaires pour d’autres OMD.

3. Korea Freedom League (KFL)

Statut consultatif spécial accordé en 2002

Introduction

La Korea Freedom League (KFL) a été établie en 1954. Il s’agit d’une organisation idéologique qui fait campagne pour la liberté, la démocratie et la protection de la paix au niveau régional et œuvre depuis sa création pour faire entendre la voix de la Corée dans la promotion de la liberté, de la démocratie et de la paix.

Depuis son établissement, la KFL s’est consacrée à la recherche-développement, aux relations publiques et à des campagnes nationales pour la promotion et le développement de la démocratie et a œuvré en faveur d’une société coopérative, grâce aux services de volontaires sur la péninsule coréenne.

La KFL s’est également fixée pour mission de sensibiliser la population à l’impératif de sécurité nationale, tout en encourageant l’éducation et une meilleure appréhension de la démocratie participative, jugées indispensables pour la pratique de la liberté et de la démocratie et la compréhension de leur valeur réelle dans l’esprit de réconciliation et de coexistence qui caractérise le XXI^e siècle. Dans cette optique, la KFL participe activement à un programme humanitaire en faveur de la Corée du Nord également.

La KFL a établi des bureaux de représentation outre-mer en Afrique du Sud (2002), aux Philippines (2003), aux États-Unis (2004) en vue d'une coopération internationale avec d'autres organisations partenaires. Outre ses partenariats mondiaux, la KFL maintient des relations étroites avec des ONG nationales à qui a été octroyé un statut consultatif général et spécial auprès du Conseil économique et social de l'ONU, comme Good Neighbors Internationals, Korean Foundation for World Aid, Food for the Hungry International, etc.

Participation au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires et/ou aux conférences et autres réunions des Nations Unies

- a) Le Président de la KFL, avec deux collaborateurs, a participé au Sommet mondial pour le développement durable, qui s'est tenu en Afrique du Sud du 22 au 31 août 2002;
- b) Le Vice-Président de la KFL a participé à la quarante-septième session de la Commission de la condition de la femme, qui a eu lieu du 3 au 14 mars 2003, à New York, au Siège des Nations Unies;
- c) Le responsable du Département de la coopération extérieure de la KFL a participé à l'Atelier régional sur la sécurité du personnel, organisé par le UNHCR ESS eCentre du 28 novembre au 3 décembre 2004, à Pranburi (Thaïlande);
- d) Un grand nombre de collaborateurs, y compris le Président de la KFL ont participé au sixième Forum mondial intitulé « Réinventer le gouvernement », qui a été organisé conjointement du 24 au 27 mai 2005 par l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement coréen;
- e) Le représentant de la KFL a participé aux audiences tenues par l'Assemblée générale des Nations Unies les 23 et 24 juin 2005 à New York, en tant qu'observateur.

Coopération avec les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies

- a) En 2002, la KFL a donné 30 000 sacs en plastique au HCR pour les réfugiés au Kosovo, en Afghanistan et en Tanzanie. Le Comité international olympique (CIO.) et le HCR ont conçu ensemble le projet intitulé « Donner c'est gagner » lors des Jeux olympiques d'été d'Athènes. L'objectif de ce projet était de collecter pour les réfugiés les vêtements de sports excédentaires auprès des 10 000 athlètes participants et des 6 000 officiels et entraîneurs vivant dans les villages olympiques;
- b) Les délégués de la KFL ont tenu une réunion consultative avec le Premier Ministre du Royaume du Cambodge concernant le tourisme durable au Cambodge, en coopération avec la Fondation pour le tourisme durable au service de l'élimination de la pauvreté de l'Organisation mondiale du tourisme, du 22 juin au 4 juillet 2005, au Cambodge.

4. Parlementaires pour une action mondiale (PAM)

Statut consultatif général accordé en 1998

Partie I

Introduction

Réseau dynamique de plus de 1 300 législateurs de 114 Parlements élus, l'organisation Parlementaires pour une action mondiale (PAM) a été établie en 1978-1979 à Washington, par des législateurs du Canada, de la France, du Japon, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique pour assurer l'entrée en vigueur d'un traité international contre les essais nucléaires et soutenir le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, en travaillant en étroite collaboration avec le système multilatéral des Nations Unies.

L'objectif de PAM est de créer un ordre international fondé sur des règles en vue d'un monde plus équitable, plus sûr et plus démocratique, ce qui correspond aux objectifs du Millénaire pour le développement définis par les Nations Unies. PAM informe, réunit et mobilise les parlementaires pour soutenir les OMD grâce à ses travaux sur la population, le développement, la paix et le droit international. PAM est le seul réseau parlementaire mondial ayant son siège à New York, à deux blocs de l'Organisation des Nations Unies. Depuis 1997, un comité de représentants permanents auprès de l'ONU et de hauts responsables de l'Organisation contribue à orienter le travail de l'organisation. Ce comité a été présidé par le Représentant permanent de la Suède de 2002 à 2004 puis par le représentant de la République des Philippines.

En 2002-2005, PAM a accueilli de nouveaux membres originaires de la République d'Azerbaïdjan, du Royaume de Bahreïn, de la République du Cameroun, de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), d'El Salvador, de la Gambie, de la Géorgie, de la République de Lituanie, du Luxembourg, du Nicaragua, de la République des Seychelles et de la République de Sierra Leone.

Partie II

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

i) Participation au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires et/ou aux conférences et autres réunions des Nations Unies

Chaque année, les membres de PAM participent à l'Assemblée générale des Nations Unies dans le cadre de leurs délégations nationales. PAM organise des réunions d'information informelles pour tous ses membres au Siège de l'ONU tous les ans d'octobre à novembre sur tous les thèmes inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. En outre, des conférences parallèles de parlementaires soutiennent le Conseil économique et social et ses organes subsidiaires. En voici quelques exemples :

1. Sommet mondial pour le développement durable, du 26 août au 4 septembre 2002 à Johannesburg (République d'Afrique du Sud). PAM a monté une délégation mondiale de 138 personnes pour l'Atelier parlementaire qu'il a organisé sur la propreté de l'air et de l'eau les 29 et 30 août 2002 avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et des Ministères sud-africains de la santé, des affaires hydrauliques et des forêts, et avec l'assistance technique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de la Banque mondiale.
2. PAM a organisé des ateliers parlementaires conjointement avec le FNUAP pour la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, notamment les 21 et 22 novembre 2002 à Ottawa (Canada); du 16 au 18 octobre 2003 à Bruxelles (Belgique); les 18 et 19 octobre 2004 à Strasbourg (France); du 11 au 17 décembre 2004 à Bangkok (Thaïlande) et le 17 octobre 2005 à Tokyo (Japon).

Les travaux de PAM sur la paix et la démocratie et le droit international et les droits de l'homme sont entrepris dans la perspectives des OMD et eu égard au principe de l'inextricabilité des liens entre l'amélioration du contrôle des armements, la lutte contre l'impunité, l'élimination de la pauvreté et le renforcement du développement. On peut citer notamment en exemple :

1. La deuxième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui a eu lieu du 11 au 15 juillet 2005, au Siège de l'ONU, à New York. Les membres de PAM ont participé aux débats officiels dans le cadre d'un projet lancé avec le PNUD et ont prôné le respect national du Programme d'action des Nations Unies.
2. Commission préparatoire pour la Cour pénale internationale, du 8 au 19 avril 2002 et les 1^{er} et 2 juillet 2002, au Siège de l'ONU, à New York. La délégation de PAM a œuvré en faveur de l'adoption du Règlement de procédure et de preuve et des éléments des crimes conformément au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.
3. Des délégations de parlementaires de haut niveau ont participé aux première et deuxième assemblées des États parties à la Cour pénale internationale, du 3 au 10 septembre 2002 et du 8 au 12 septembre 2003 au Siège de l'ONU, à New York. Le 9 septembre 2002, la déclaration de PAM à l'Assemblée des États parties a été prononcée par un délégué de la Chambre des communes du Canada. Cette déclaration soulignait la responsabilité des législateurs dans la lutte contre l'impunité.

ii) Activités menées en coopération avec les organismes et/ou les institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain et/ou au Siège

1. Séminaire parlementaire sur le trafic d'êtres humains, 24 et 25 février 2004, Abuja (Nigéria), en collaboration avec les Gouvernements du Danemark, du Royaume des Pays-Bas, du Nigéria, de la Suède, de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Organisation internationale des migrations (OIM), du PNUD et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

2. Séminaire parlementaire sous-régional sur le VIH/sida pour l'Asie du Sud, 14 et 15 janvier 2005, Islamabad (Pakistan), avec le soutien du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du FNUAP et du PNUD.
3. Séminaires régionaux sur le renforcement des opérations de paix des Nations Unies et le rapport Brahimi : Contribution parlementaire internationale, 21 et 22 janvier 2002, Accra (Ghana); 27 et 28 février 2002, Le Caire (République arabe d'Égypte); et 2 et 3 mars 2002, New Delhi (Inde), suivis par une réunion d'information pour les membres du Conseil de sécurité, du Groupe des 77 et des responsables des Départements des affaires politiques et des opérations de maintien de la paix de l'ONU, 24 mai 2002.
4. PAM s'est particulièrement intéressée aux travaux du Conseil de sécurité sur les efforts de résolution des conflits, de gestion des conflits et de prévention des conflits en Afrique, travaillant en étroite coopération avec les Gouvernements du Canada, du Danemark, de la Jamaïque, des Pays-Bas, de la République-Unie de Tanzanie et de la Suède ainsi qu'avec le PNUD et les Représentants spéciaux du Secrétaire général en Côte d'Ivoire, en Sierra Leone et en République du Zimbabwe. L'organisation a pour cela conçu i) des séminaires parlementaires régionaux sur la consolidation de la paix, notamment du 16 au 18 février 2002, le Séminaire parlementaire sous-régional sur l'immigration, la naturalisation et l'intégration en Afrique de l'Ouest, qui a eu lieu à Abidjan (Côte d'Ivoire); et ii) des missions consultatives, comme celles tenues en Sierra Leone, du 24 au 28 février 2003; en Côte d'Ivoire, du 8 au 11 mai 2003; et au Zimbabwe, du 4 au 8 mai 2003.

Les résultats ont été présentés aux parlements nationaux. Par exemple, une mission de PAM a présenté l'Accord de Linas-Marcoussis pour délibération à l'Assemblée nationale de la Côte d'Ivoire, et le Dialogue parlementaire multipartite entre les législateurs du Zimbabwe et du Royaume-Uni a eu lieu le 9 septembre 2004 à la Chambre des communes du Royaume-Uni, à Londres. Les résultats ont aussi été présentés à l'Organisation des Nations Unies lors d'une réunion tenue en mars 2002 selon la formule Arria sur le conflit imminent en Côte d'Ivoire; des sessions d'information ont été organisées pour les principaux membres du Conseil de sécurité en 2003 sur le rôle postconflit du Parlement dans la mise en œuvre de l'Accord de paix.

5. Une session de rédaction entre experts sur le rôle des législateurs et du processus législatif dans le renforcement de l'état de droit dans les situations de conflit a eu lieu le 14 avril 2004, au siège de PAM, à New York, avec l'Université De Paul et la Mission permanente de la République des Philippines. Les éléments essentiels du document issu de cette réunion ont été pris en compte dans le rapport central du Secrétaire général (S/2004/616, 3 août 2004).
6. PAM a tenu des ateliers régionaux sur l'état de droit et la Cour pénale internationale au Caire (Égypte), du 9 au 10 février 2005; à Moscou (Fédération de Russie), les 10 et 11 février 2003; à Brasilia (Brésil), les 25 et 26 mars 2004, afin d'encourager un dialogue sur les traités internationaux concernant les droits de l'homme.

iii) Initiatives engagées pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Cible 5 des OMD. Améliorer la santé maternelle. Actions de PAM

§ Les délégations de PAM ont défini les objectifs et mis en œuvre le Programme d'action de la Conférence internationale sur la pauvreté et le développement, dans le cadre de projets nationaux menés en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud.

Cible 6 des OMD. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies. Actions de PAM

§ Séries de séminaires de PAM en Asie du Sud (2005-2008) sur le VIH/sida avec le soutien du FNUAP, du PNUD, de l'OMS et des Gouvernements de l'Australie, du Bangladesh, de la Norvège, du Pakistan, du Royaume-Uni, de la Suisse et du Sri Lanka.

Cible 7 des OMD. Assurer un environnement durable. Actions de PAM

§ Atelier parlementaire de PAM sur la propreté de l'air et de l'eau, tenu les 29 et 30 août 2002 au Sommet mondial pour le développement durable, suivi par les Dialogues sur la gestion de l'eau entre législateurs azéris, arméniens, grecs et turcs (2001-2003).

5. Organisation mondiale du mouvement scout

Statut consultatif général de la catégorie I accordé depuis 1998

Partie I Introduction

Le mouvement scout est la plus grande organisation de jeunes dans le monde, avec plus de 30 millions de membres vivant dans 216 pays et territoires. Ce mouvement, qui représente les jeunes de 6 à 30 ans, a reconnu 155 organisations nationales de scouts. Le scoutisme a pour mission de contribuer à l'épanouissement des jeunes en leur permettant de réaliser pleinement leur potentiel physique, intellectuel, social et spirituel, en tant qu'individus, en tant que citoyens responsables et en tant que membres de leurs communautés locales, nationales et internationales. Grâce à une pédagogie de responsabilisation prise en charge par des chefs volontaires formés, un individu apprend à être responsable et en mesure d'évoluer dans des groupes multiculturels. Les domaines d'activité du mouvement scout sont notamment l'éducation, la jeunesse, l'enfance, le développement, les personnes handicapées, l'environnement, la santé, les droits de l'homme et le travail.

Durant la période 2002-2005, les organisations des pays suivants se sont affiliées au mouvement scout : Cap-Vert, Éthiopie, Seychelles, Russie, Namibie, Albanie, Guinée et Malawi.

Partie II

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou des grandes conférences et autres réunions de l'ONU

1. « Sommet mondial de l'alimentation : cinq années plus tard », 10-13 juin 2002, Rome (Italie). Le représentant de l'Organisation mondiale du mouvement scout auprès de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a été chargé de l'organisation et du déroulement du Forum des jeunes de la FAO pour le Sommet mondial de l'alimentation. Le Forum poursuit ses travaux en tant que groupe de travail.
2. Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) « réunion du Conseil d'administration, vingt-deuxième session » 3-7 février 2003, Nairobi (Afrique). Le Bureau régional pour le scoutisme en Afrique a participé au Forum des ONG et a collaboré avec le PNUE à la production de matériels pédagogiques sur l'environnement.
3. « Commission du développement social : quarante et unième session » 10-21 février 2003, New York. L'Organisation mondiale du mouvement scout a insisté sur la nécessité de politiques nationales pour les jeunes dans une déclaration prononcée conjointement avec d'autres grandes ONG s'occupant de la jeunesse. L'organisation a aussi participé à la réunion préparatoire des ONG s'occupant de la jeunesse consacrée au rapport du Secrétaire général sur les jeunes dans le monde.
4. « Commission du développement durable (CDD-11) » 28 avril-9 mai 2003, New York. Représentant envoyé par l'Organisation mondiale du mouvement scout.
5. OIT « Emploi des jeunes, deuxième réunion en panel de haut niveau » 30 juin-1^{er} juillet 2003, Genève. L'Organisation mondiale du mouvement scout a contribué à la mise en place d'un « panel de jeunes » constitué des principales organisations mondiales s'occupant de la jeunesse, qui a permis de porter à l'attention de M. Annan et des autres membres du panel de haut niveau le point de vue des jeunes. Un représentant a été envoyé par l'Organisation mondiale des mouvements scouts.
6. Assemblée générale des Nations Unies, Troisième Commission (question intéressant les jeunes), 17 novembre 2003, New York. L'Organisation mondiale du mouvement scout a joué un rôle central dans les efforts faits par les principales organisations de la jeunesse et les délégués des jeunes pour mettre au point une résolution ambitieuse sur la jeunesse, qui a été ultérieurement adoptée par l'Assemblée générale.
7. Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) « Forum panafricain des jeunes sur le sida », 22-26 mars 2004, Dakar (Sénégal). L'Organisation mondiale du mouvement scout a été l'un des organisateurs, en partenariat avec l'Alliance des jeunes. Participation de représentants de l'Organisation venant de différents pays africains.

8. FAO « Alliance internationale contre la faim ». 20-23 septembre 2004, Rome (Italie). Le représentant de l'Organisation mondiale du mouvement scout a participé au groupe de travail ad hoc et contribué à la planification d'une stratégie pour l'Alliance internationale.

ii) Coopération avec les organismes et/ou les institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain et/ou au Siège

2002

- Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), enfants réfugiés, tous les pays arabes – les scouts ont organisé des activités et des ateliers pour sensibiliser à la nécessité de prendre en charge les enfants réfugiés. Un magazine a été publié, conjointement avec le HCR. Fin des activités en 2002;
- UNICEF « Providing Drinkable Water and Sanitary Latrines. » Égypte et Soudan. Depuis 1987, les scouts sont formés pour éduquer les familles locales à adopter des comportements et des habitudes sains. Depuis 2002, 6 500 familles ont appris les principes de base d'une vie saine et 200 unités sanitaires ont été fournies et installées dans les maisons;
- « Help Children Grow » Égypte, Maroc. Ce programme permanent de promotion de la santé date de 1987 et est soutenu par l'OMS et l'UNICEF. Les scouts contribuent à la prise de conscience de l'importance de la santé des enfants et du développement des compétences en médecine, dentisterie et soins infirmiers. Des scouts routiers des facultés de médecine ont reçu une formation dans les domaines de la croissance des enfants, de la vaccination, du traitement contre la déshydratation et de la nutrition. En 2002, des services sociaux avaient été fournis à 25 364 familles;
- « Projet de vaccination des enfants. » Égypte, Maroc, Libye, Yémen et Soudan. Programme permanent depuis 1987. En 2002, les scouts, avec l'aide de l'UNICEF, avaient ouvert 23 centres de vaccination;
- « Vaccination des femmes enceintes. » Égypte, Maroc, Libye, Yémen et Soudan. Ce programme a débuté en 1987 avec l'aide de l'UNICEF. En 2002, il avait ouvert 19 centres pour la vaccination des femmes enceintes.

2003

- Union internationale des télécommunications (UIT) « Sommet mondial des technologies de l'information. » 10-12 décembre 2003, Genève. Participation active de représentants de l'Organisation mondiale du mouvement scout au Forum des jeunes du Bureau de la société civile;
- OIT, UNESCO « Atelier pour l'élimination du travail des enfants. » 20-25 juin 2003, Le Caire (Égypte). Le bureau régional des scouts arabes a organisé l'atelier, qui a appris aux participants à jouer un rôle plus efficace pour éliminer le travail des enfants et habiliter les jeunes à trouver leur place dans la société;
- « Inauguration du Village mondial du développement. » vingtième Jamboree scout mondial, 29 décembre 2002, Sattahip (Thaïlande). Le Directeur général de l'UNESCO a inauguré le Village mondial du développement;

- « Village mondial du développement. » vingtième Jamboree scout mondial, 29 décembre 2002-8 janvier 2003, Sattahip (Thaïlande). Plusieurs ateliers et activités ont visé à informer les jeunes des problèmes mondiaux. Ces ateliers ont été accueillis par divers organismes : le PNUD a accueilli les ateliers « La culture de la paix », « La résolution non violente des conflits », « Les rites de passage », « Le sida : stigmatisation et discrimination » et « Communication »; l'OIT, les ateliers « Le trafic d'enfants » et « Le travail des enfants »; le PNUE, l'atelier « Sensibilisation à l'environnement »; le Programme alimentaire mondial (PAM), l'atelier, « Lutter contre la famine dans le monde »; le PNUCID, l'atelier « Sensibilisation aux problèmes de la toxicomanie »; l'UNICEF, l'atelier « Les droits des enfants »; l'ONUSIDA, l'atelier « La discrimination et la stigmatisation des personnes souffrant du VIH/sida ». Le Fonds des Nations Unies pour la population a aussi animé un stand sur l'information sanitaire et la prévention du sida.

2004

- Département des affaires économiques et sociales de l'ONU « Atelier sur la culture des médias et les jeunes dans le monde. », 28 et 29 avril 2004, New York. L'Organisation mondiale du mouvement scout a envoyé deux représentants;
- OIT « Groupe consultatif sur les jeunes. » 27-29 septembre, New York. La participation de l'Organisation mondiale du mouvement scout avait pour objectif de mettre en place une stratégie pour contribuer au travail en commun du Réseau pour l'emploi des jeunes et du Groupe consultatif des jeunes;
- UNESCO « Forum des cultures au Festival mondial des jeunes. » 8-14 août 2004, Barcelone (Espagne). L'Organisation mondiale du mouvement scout a été membre du Comité préparatoire international;
- Mémoire d'accord du PNUE. 7 juillet 2004, Nairobi. Le Secrétaire général de l'Organisation mondiale du mouvement scout et le Directeur exécutif du PNUE ont signé ce document qui permet une plus grande coopération entre les deux organisations;
- Banque mondiale, Consultation sur « les enfants et les jeunes ». 9 Janvier 2004, Paris (France). L'Organisation mondiale du mouvement scout et la Banque mondiale ont travaillé ensemble à la rédaction du document d'orientation, « Investir dans les enfants et les jeunes – une stratégie pour lutter contre la pauvreté, réduire les inégalités et promouvoir le développement humain »;
- Mémoire d'accord de l'OIT. 9 décembre 2004, Genève (Suisse). Le Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale du mouvement scout et le Directeur de l'OIT ont signé ce document prévoyant une plus grande coopération entre les deux organisations dans le domaine de la justice sociale, des droits de l'homme, de la dimension sociale de la mondialisation et du travail des enfants.

2005

- Mémoire d'accord de l'UNICEF. 8 avril 2005, Genève (Suisse). Le Directeur exécutif de l'UNICEF et le Secrétaire général de l'Organisation mondiale du mouvement scout ont, par la signature de cet accord,

institutionnalisé leur partenariat et facilité leur collaboration dans le cadre de projets;

- Mémoire d'accord sur la Campagne du Millénaire des Nations Unies. 22 avril 2005, Rome (Italie). Le Coordonnateur de la Campagne du Millénaire des Nations Unies et le Secrétaire général de l'Organisation mondiale du mouvement scout ont signé ce mémoire d'accord, leur permettant de coopérer dans le cadre de projets futurs.
-